

En Russie, les militants écologistes confrontés à toujours plus de menaces

jeudi 26 mai 2022, par [LEVRESSE Estelle](#) (Date de rédaction antérieure : 9 mai 2022).

Viatcheslav Egorov, 44 ans, a été condamné le 14 octobre 2021 en première instance par le tribunal municipal de Kolomna à 15 mois de prison ferme. Une peine confirmée en appel le 17 février 2022. Son crime : avoir organisé, en 2018, plusieurs manifestations pacifiques dans cette ville de la région de Moscou, pour protester contre l'extension d'une décharge d'ordures voisine de chez lui.

En appel, le parquet avait demandé un alourdissement de la peine à 3 ans. « *Ne vous réjouissez pas qu'ils n'aient pas augmenté la peine comme les procureurs l'avaient demandé* », a commenté sur Facebook son avocate Maria Eismont à l'annonce du verdict. « *Car un homme innocent est en prison, simplement pour avoir voulu que sa ville respire de l'air frais au lieu de l'odeur des ordures* ».

Assigné à résidence en février 2019, sans autorisation de sortie, ce militant écologiste, entrepreneur local et père de trois enfants, avait été libéré six mois plus tard. Mais les charges contre lui n'avaient pas été abandonnées. Il a été condamné en vertu de l'article 212.1 du code pénal russe, qui prévoit des poursuites pénales en cas d'au moins trois violations de la loi sur les rassemblements publics en l'espace de six mois. Une disposition illégale et anticonstitutionnelle [selon les défenseurs des droits humains](#).

Être militant écologiste en Russie n'a jamais été facile. Pollution industrielle, dégradation de l'environnement, méfaits sur la santé sont des vérités que le pouvoir russe a toujours cherché à occulter. Ces derniers temps toutefois, la répression contre les activistes apparaît de plus en plus débridée.

« Les éco-activistes les plus actifs peuvent être confrontés à une effrayante série d'affaires pénales », déplore Natalia Zviagina, directrice du bureau d'Amnesty International à Moscou.

En avril 2021, Andreï Borovikov a été condamné à deux ans et demi de prison pour « *diffusion de matériel pornographique* ». En cause, le clip vidéo du groupe de métal allemand Rammstein qu'il avait publié - sept ans plus tôt - sur son compte du réseau social russe VKontakte. Les associations de défense des droits humains dénoncent la persécution du militant écologiste d'Arkhangelsk, par ailleurs ancien responsable du « *QG Navalny* », l'un des bureaux régionaux de l'opposant Alexeï Navalny.

Andreï Borovikov, 33 ans, avait été très actif lors du mouvement de protestation, débuté en 2018, contre un projet de construction d'une immense décharge à Shies dans le Grand Nord russe, pour y stocker les déchets de la capitale. Une décision des autorités moscovites, négociée avec le gouverneur local. Afin d'empêcher la construction, habitants et activistes écologistes avaient construit un campement de tentes à proximité du chantier qu'ils ont occupé nuit et jour pendant plus

d'un an. Anna Chekalova était l'une d'entre eux. Cette commerçante d'un village voisin est devenue au fil des mois une des figures emblématiques de la lutte populaire. Malgré son arrestation (suivie de 15 jours de prison) et celles de plusieurs arrestations de militants, la mobilisation locale n'a jamais fléchi et les autorités ont finalement [fait machine arrière](#).

L'activisme en Russie est « dangereux et effrayant »

« La plupart des conflits environnementaux en Russie ont une cause commune. Les autorités locales n'organisent pas les discussions sur les projets dangereux de manière correcte et appropriée. Les procédures de débat public se déroulent souvent de manière quasi secrète et informelle. Les bureaux des maires et des gouverneurs négocient avec les entreprises sans prévenir personne », déclare Natalia Zviagina. « Pourtant, selon la Constitution russe, la protection de la nature est le devoir des citoyens ». Et la Russie a récemment érigé la lutte contre le réchauffement climatique comme [l'une de ses priorités](#).

« Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris est impossible sans le respect des droits humains fondamentaux. Et sans la Russie », a rappelé l'activiste pour le climat Arshak Makichyan [sur Twitter](#) le jour de la condamnation de Viatcheslav Egorov. Représentant du mouvement Fridays for Future en Russie, cet ancien étudiant en musique qui se destinait à une carrière de violoniste, a abandonné sa vocation en 2019 pour [se consacrer à la lutte contre le réchauffement climatique](#).

Un vendredi sur deux, il se tient seul debout avec une pancarte - unique forme de protestation spontanée tolérée en Russie - sur une place centrale de Moscou. « Avant la pandémie, nous avions cinq à sept villes qui participaient à la grève pour le climat chaque semaine. Aujourd'hui, je suis le seul militant pour le climat dans toute la Russie. Encore une fois. » Quand il a commencé, Arshak Makichyan a été seul pendant des semaines avant que d'autres personnes ne rejoignent le mouvement Fridays for Future.

« Faire n'importe quel type d'activisme en Russie est dangereux et effrayant, surtout en ces jours difficiles. C'est une sorte de torture : « Ils » vous observent. Ils peuvent faire n'importe quoi. À vous, votre famille ou vos amis », déclare le jeune homme de 27 ans, en référence à la surveillance et à la pression constante des autorités.

« Pouchkine a dit que les poètes en Russie sont davantage que des poètes. C'est la même chose avec les activistes, mais le prix à payer est terrible. »

Les militants écologistes sont également parfois victimes de violences physiques. « Dans la région de Kemerovo en Sibérie, des personnes non identifiées ont battu un homme qui s'opposait à l'expansion des mines de charbon. À Saint-Petersbourg, la voiture d'un militant qui protestait contre la coupe des arbres a brûlé », relate Natalia Zviagina en précisant que dans ce type d'affaires, « la police ne recherche jamais les criminels ».

Les pressions et menaces obligent certains activistes à fuir vers l'étranger. Toujours dans la région de Kemerovo, la journaliste Natalia Zubkova dénonçait les dangers des mines de charbon à ciel ouvert pour un site d'informations local. En avril dernier, elle a dû [s'exiler](#) en Géorgie avec sa famille, après une attaque et des menaces envers ses enfants.

Alexandra Koroleva, elle, a quitté la Russie en 2019 pour éviter d'être arrêtée. La responsable du bureau de Kaliningrad d'Ecodefense, l'une des associations environnementales les plus anciennes de Russie, a obtenu le statut de réfugiée politique en Allemagne. Dans son pays natal, elle était visée par [cinq poursuites](#) pénales liées à des amendes infligées à Ecodefense.

De nombreuses ONG classées « agents de l'étranger »

Un autre moyen est utilisé par les autorités pour museler toute voix dissidente : le statut d'« *agent de l'étranger* ». Depuis dix ans, plus de 30 ONG liées à l'environnement ont reçu ce label infamant, à la suite de quoi, les deux tiers ont suspendu leurs activités. Cette loi soumet les « *agents* » à un certain nombre de contraintes lourdes, comme préciser à chaque publication, y compris pour la moindre publication sur les réseaux sociaux, la mention « *agent de l'étranger* », sous peine d'amendes conséquentes, pouvant aller jusqu'à 500.000 roubles (environ 5.7000 euros).

L'organisation Planète de l'Espoir a été ciblée en 2015 et a fermé en 2018. Sa dirigeante Nadejda Kutepova, avocate de métier s'est battue sans relâche pendant des années pour faire reconnaître les victimes de l'accident nucléaire de Mayak, survenu en 1957, non loin de Tcheliabinsk, et de la contamination par les déchets radioactifs déversés directement dans la rivière Tetcha. Elle a gagné plus de 70 procès devant la justice russe, mais a été harcelée, puis accusée d'espionnage industriel. Elle s'est [enfui en France](#) en 2015, où elle a obtenu le statut de réfugiée politique en 2016.

Depuis 2014, le pouvoir russe n'a cessé d'étendre le champ d'application de la législation sur les agents de l'étranger tout en rendant toujours plus contraignant ce statut. En 2017, il ne concernait que les ONG financées par l'étranger, il a ensuite été élargi aux médias, puis aux personnes individuelles. Ces derniers mois, deux éco-activistes ont été déclarés « *agents de l'étranger* » : Evgueni Simonov, fondateur de la coalition internationale [Rivières sans frontières](#) (Rivers without Boundaries) et Elena Soloviova, journaliste indépendante de la région d'Arkhangelsk, qui a beaucoup écrit sur la protestation de Shies dans le Grand Nord.

Malgré la répression, les activistes russes continuent de se battre. « *J'ai fait beaucoup de grèves dans les rues de différentes villes russes* », relate Liubov Samilova, militante pour le climat de Saint-Petersbourg. À 22 ans, Liubov milite depuis trois ans. « *J'ai rejoint le mouvement, car j'ai commencé à mener un mode de vie écologique, mais j'ai réalisé que ce n'était pas suffisant. L'humanité a besoin de changements systémiques de la part des gouvernements locaux et fédéraux et des structures commerciales. Le changement climatique est tangible en Russie, les habitants en souffrent déjà et les effets vont s'intensifier* », dit la jeune femme. « *Cependant, aujourd'hui, la situation a changé. Nos libertés politiques sont extrêmement réduites, à la fois dans nos actions et dans notre liberté d'expression. Je n'aurais pas pu imaginer qu'on arrive à un tel niveau de répression* ».

Estelle Levresse

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Equal Times

<https://www.equaltimes.org/en-russie-les-militants#.Yo9WIqhByHs>